



Le 24 juin 2024

M. Jagmeet Singh. M.P.
Chef du Nouveau Parti démocratique du Canada
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6

Monsieur Singh,

Le budget 2024 a promis, vous le savez, de résoudre le problème du recrutement et du maintien en poste des professionnels dans les régions rurales et éloignées. Pour ce faire, il promet d'admettre les travailleuses et travailleurs sociaux au Programme canadien d'exonération des prêts d'études, lequel n'exonère pour l'instant que les médecins et les infirmières.

Votre parti accorde une grande importance au bien-être des nombreuses communautés rurales et éloignées du Canada. C'est pourquoi je vous écris au nom de l'Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux (ACTS) pour souligner l'importance d'inclure un engagement envers ces professionnels dans la prochaine plateforme électorale du NPD. Cet engagement devrait être spécifique au Programme canadien d'exonération des prêts d'études.

Association professionnelle nationale du travail social au Canada, l'ACTS est investie d'un double mandat. Composée de dix organisations partenaires dans les provinces et territoires, elle doit soutenir partout la profession en plus d'œuvrer en faveur du bien-être accru de tous les Canadiens.

L'ACTS a rencontré le personnel du ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et des Langues officielles du Canada et on lui a indiqué que le programme d'exonération ne serait pas élargi avant la fin de 2025.

En gardant à l'esprit le moment de la prochaine élection fédérale, nous cherchons à nous assurer que votre parti apprécie la valeur de cette politique à la fois en tant qu'enjeu électoral et par son impact sur la santé et le bien-être social des Canadiens.

Quelque 60 000 travailleuses et travailleurs sociaux exercent leur profession au Canada. Prestataires de soins de santé mentale les plus nombreux au pays, ils occupent souvent des postes dans le domaine de la santé mentale et de la toxicomanie. Leur champ de pratique, cependant, est beaucoup plus large. Leur formation unique couvre tous les milieux de la santé et des services sociaux. Ces professionnels peuvent fournir un grand nombre de soins similaires à ceux des

psychiatres, des psychologues et du personnel infirmier en santé mentale. Le coût de leurs services, toutefois, est nettement inférieur.

Un écart flagrant persiste entre zones urbaines et rurales quant à la disponibilité des services de santé, de santé mentale et services sociaux. Cet écart se creuse encore davantage pour les communautés autochtones, souvent situées en milieu rural ou éloigné au Canada. Dans ce contexte géoculturel, les populations déjà mal desservies se retrouvent encore plus défavorisées.

Cette politique, nous en convenons, est indéniablement bénéfique. Elle aide non seulement ceux qui vivent dans les communautés rurales et éloignées, mais aussi à lutter contre les disparités rurales-urbaines et à contrôler les coûts croissants des soins de santé. Elle obtient aussi l'aval de vos membres qui ont, à ce même sujet, envoyé des milliers de lettres aux députés.

Pour peu que l'échéance de l'élection fédérale le permette, nous espérons voir dans votre programme électoral un engagement à offrir ou à maintenir un programme élargi d'exonération des prêts d'études.

Les travailleuses et travailleurs sociaux apportent une perspective unique en tant que professionnels des services sociaux et de santé mêlés à de nombreux enjeux de société. Leur point de vue peut enrichir vos discussions politiques sur les problèmes les plus pressants de notre pays. L'ACTS, qui représente ces professionnels, serait donc ravie de rencontrer en temps opportun l'équipe responsable de votre programme électoral. Cette rencontre permettrait de discuter des nombreux défis auxquels font face nos concitoyens et concitoyennes.

Cordialement,



Fred Phelps, M.Serv.Soc., TSI, CAE
Directeur général de l'ACTS